

## Extrait du compte rendu de la 524e réunion du Conseil de l'UEO tenue au niveau ministériel (Strasbourg, 26 avril 1977)

**Légende:** Lors de la 524e réunion du Conseil de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), tenue au niveau ministériel le 26 avril 1977 à Strasbourg et présidée par le secrétaire d'État français aux Affaires étrangères Pierre-Christian Taittinger, les délégations interviennent sur le développement des relations Est-Ouest. Le ministre d'État britannique aux Affaires étrangères et au Commonwealth Frank Ashcroft Judd fait un bilan du développement des relations du Royaume-Uni avec l'Union soviétique et les autres pays de l'Europe de l'Est et passe en revue les actions diverses menées par son gouvernement depuis la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) en 1973. Quant à l'application de l'accord final de la conférence, les gouvernements français et britannique soulignent la nécessité de donner effet à toutes les dispositions de l'acte final d'Helsinki en maintenant une pression constante sur les pays de l'Est, notamment en ce qui concerne le respect des dispositions humanitaires. En outre, le représentant français affirme que la détente ne saurait se limiter à l'Europe, mais qu'elle devrait s'étendre également à tous les autres continents, à l'Afrique en particulier.

**Source:** Conseil de l'Union de l'Europe occidentale. Extrait du compte rendu de la 524e réunion du Conseil de l'UEO tenue au niveau ministériel le 26 avril 1977 à Strasbourg. II. Rapports Est-Ouest. CR (77) 7. pp. 13-18; 22-25. Archives nationales de Luxembourg (ANLux). <http://www.anlux.lu>. Western European Union Archives. Secretariat-General/Council's Archives. 1954-1987. Foundation and Expansion of WEU. Year: 1975, 01/02/1975-30/12/1982. File 132.15. Volume 5/7.

**Copyright:** (c) WEU Secretariat General - Secrétariat Général UEO

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/extrait\\_du\\_compte\\_rendu\\_de\\_la\\_524e\\_reunion\\_du\\_conseil\\_de\\_l\\_ueo\\_tenue\\_au\\_niveau\\_ministeriel\\_strasbourg\\_26\\_avril\\_1977-fr-1616d8fc-9b6e-4274-a8e7-bb46e833feab.html](http://www.cvce.eu/obj/extrait_du_compte_rendu_de_la_524e_reunion_du_conseil_de_l_ueo_tenue_au_niveau_ministeriel_strasbourg_26_avril_1977-fr-1616d8fc-9b6e-4274-a8e7-bb46e833feab.html)



**Date de dernière mise à jour:** 25/10/2016

EXTRAIT DU COMPTE RENDU DE LA 524<sup>e</sup> REUNION

CR (77) 7

DU CONSEIL DE L'U.E.O. TENUE AU NIVEAUMINISTERIEL LE 26 AVRIL 1977 A STRASBOURG**SECRET**

La réunion est présidée par M. Pierre-Christian TAITTINGER, Secrétaire d'Etat auprès du Ministre des affaires étrangères de la République française.

## II. RAPPORTS EST-OUEST

Ouvrant le débat, Madame HAMM-BRÜCHER fait une analyse de la situation générale des rapports Est-Ouest, qui, dit-elle, ont incontestablement connu des difficultés depuis octobre 1975.

Dans la politique étrangère de l'Union soviétique, les questions d'idéologie entravent à l'évidence l'approche pragmatique des problèmes. Il s'est produit en même temps un durcissement de la politique intérieure. Depuis la dernière réunion de l'organe consultatif du Pacte de Varsovie, fin mars et début avril, tous les pays membres ont décidé apparemment d'adopter une attitude plus rigoureuse à l'égard des dissidents. En Afrique australe, la politique soviétique a pris un tour plus radical en contribuant à une déstabilisation accrue dans une région d'un intérêt vital pour l'Occident, provoquant ainsi une certaine tension dans les relations avec l'Ouest. Les pays occidentaux ont polarisé la controverse entre l'Est et l'Ouest sur la question des droits de l'homme, et sans doute atteint par là, plus profondément qu'ils ne le pensaient à l'origine, les structures mêmes du pouvoir interne et du système d'hégémonie soviétiques. Cette politique, à l'élaboration de laquelle le gouvernement allemand a contribué, a l'avantage de montrer que les atouts politiques ne sont pas tous dans le même camp, que la société occidentale garde ses attraits et qu'elle est aussi forte que jamais.

Il s'agit maintenant de rétablir une atmosphère plus sereine. Tout porte à croire que les pays de l'Est vont devoir prendre une série de décisions qui influenceront sur l'avenir des rapports entre l'Est et l'Ouest, notamment une décision finale quant à l'attitude à adopter à la conférence de Belgrade : une attitude très effacée (ce qui semble peu vraisemblable), une attitude agressive et polémique (qui entraverait le processus de la détente), ou bien une attitude modérée et constructive. C'est cette dernière attitude qu'adopteront les pays de l'Ouest, et ils espèrent trouver le même état d'esprit dans l'autre camp.

Il y a également la question de l'avenir des rapports entre les Communautés européennes et le COMECON. L'Est va devoir décider de reconnaître ou non les institutions communautaires et le domaine de compétence des Traités de Rome. La poursuite des négociations sur les accords de pêche entre la C.E.E. et les pays de l'Europe orientale entre également dans cette catégorie.

**SECRET**

**SECRET**

- 14 -

U. E. O. SECRET

CR (77) 7

M. JUDD observe que durant les deux années qui se sont écoulées depuis la visite de MM. Wilson et Callaghan en U.R.S.S., qui a ouvert une phase nouvelle des relations anglo-soviétiques, ces relations se sont développées régulièrement et leur champ s'est considérablement élargi.

La conférence au sommet de 1975 a été suivie d'une visite du Ministre des affaires étrangères soviétique, M. Gromyko, au Royaume-Uni en mars 1976. MM. Brejnev et Kossyguine ont accepté en principe une invitation à se rendre en Grande-Bretagne, mais les dates n'en ont pas encore été fixées.

Les divergences de vues entre la Grande-Bretagne et l'Union soviétique se manifestent inévitablement de temps à autre. Elles portent parfois sur des questions très importantes, comme l'avenir de l'Afrique du Sud, le désarmement ou le niveau des dépenses d'armement soviétiques. Les deux gouvernements ont déclaré qu'à leurs yeux, la poursuite de la détente n'impliquait nullement l'atténuation du conflit idéologique. Toutefois, dans les limites qu'imposent les différences d'idéologie et d'intérêts nationaux, il est permis de dire que le Royaume-Uni et l'U.R.S.S. ont créé, durant les deux dernières années, un réseau de relations plus sûr et plus productif. Si des fluctuations et des à-coups sont inévitables en pareil cas, notamment en fonction des politiques intérieures de chaque pays, il n'y a pas de raison pour que les relations anglo-soviétiques ne continuent pas à se développer de manière constructive, la bonne volonté de chacun aidant.

Le fait saillant des relations avec la Pologne a été la visite à Londres, en décembre 1976, du Président du Conseil des ministres polonais. Un pas important a été accompli vers le resserrement des liens, politiques et autres, avec les Polonais. Cette visite reflète le caractère des relations de la Grande-Bretagne avec la Pologne, qui sont plus nourries qu'avec les autres pays orthodoxes de l'Europe de l'Est. Des échanges réguliers se sont poursuivis au niveau ministériel en 1977. C'est ainsi que le ministre des sciences, de la technologie et de l'enseignement supérieur polonais s'est rendu en visite en Grande-Bretagne, tandis que le Ministre d'Etat aux affaires étrangères et du Commonwealth, Lord Goronwy-Roberts, a séjourné en Pologne du 11 au 14 avril.

.../...

U. E. O. SECRET

**SECRET**

# SECRET

- 15 -

U. E. O. SECRET

CR (77) 7

Des contacts assez nombreux ont été maintenus avec la Hongrie. Durant les quatre derniers mois, des discussions approfondies ont eu lieu à Budapest avec le Ministère des affaires étrangères de Hongrie concernant l'application de l'Acte final de la C.S.C.E. au plan bilatéral.

La visite du Ministre des affaires étrangères hongrois à Londres au début de mars, la première qui ait eu lieu depuis onze ans, a favorisé un nouveau développement des contacts politiques. En outre, durant l'année écoulée, Lord Donaldson, ministre des arts britannique, s'est rendu en Hongrie en mai 1976 et l'un des cinq vice-premiers ministres hongrois a visité Londres en juillet 1976 pour s'y entretenir du développement de la coopération économique entre les deux pays.

Vers la fin de 1976 les relations anglo-tchécoslovaques s'étaient améliorées de façon satisfaisante parallèlement à l'amélioration des relations du Royaume-Uni avec les pays de l'Europe de l'Est au cours des trois dernières années. La visite du Ministre des affaires étrangères tchécoslovaque à Londres en septembre a symbolisé l'amélioration des relations entre les deux pays après la crise qui avait suivi les événements de 1968.

Toutefois la réaction du gouvernement tchécoslovaque à la publication, au début de l'année, du manifeste intitulé "Charte 77", et les préoccupations que cette publication a suscitées au Royaume-Uni ont certainement jeté une ombre sur le développement de bonnes relations. Le fait que les autorités tchécoslovaques n'aient guère avancé vers la solution des cas individuels encore en suspens, cas de familles séparées pour la plupart, menace aussi de ralentir l'amélioration des relations. Dans les années qui viennent, le gouvernement britannique continuera de tenir compte des réactions de l'opinion devant les événements de Tchécoslovaquie, mais il s'emploiera comme par le passé à améliorer dans la mesure du possible les relations entre les deux pays.

.../...

U. E. O. SECRET

# SECRET

# SECRET

- 16 -

U. E. O. SECRET

CR (77) 7

Avec la Roumanie, les relations restent cordiales. Une demi-douzaine de ministres roumains, dont ceux du commerce extérieur et de la défense nationale, se sont rendus en Grande-Bretagne en 1976. Le Lord Chancelier et Lord Goronwy-Roberts se sont, pour leur part, rendus en visite en Roumanie. Le séisme du 4 mars a peut-être déjà fait sentir ses effets sur le commerce entre les deux pays, qui avait enregistré une légère augmentation en valeur durant 1976. Au cours des derniers mois, les Roumains ont réglé la plupart des cas de séparation mettant en cause des sujets britanniques, mais ils continuent d'avoir une attitude très restrictive à l'égard du séjour en Grande-Bretagne de citoyens roumains pour des raisons personnelles ou professionnelles, y compris de ceux qui souhaitent se rendre en Grande-Bretagne dans le cadre du programme d'échanges culturels.

Avec la Bulgarie, les relations demeurent assez bonnes bien que peut-être un peu superficielles. M. Hattersley, ministre d'Etat aux affaires étrangères et du Commonwealth, et M. Mulley, secrétaire d'Etat à l'éducation et aux sciences, se sont rendus en Bulgarie en 1976 et leurs homologues bulgares sont attendus en Grande-Bretagne durant l'année. Les relations culturelles ont continué de se développer, bien que, du côté bulgare, l'on se montre très restrictif. Les Bulgares ont réglé, au cours de l'année écoulée, la plupart des très rares cas individuels mettant en cause des sujets britanniques.

M. Judd voudrait souligner l'importance des relations du Royaume-Uni avec la Yougoslavie, qu'il juge bonnes. Le Secrétaire d'Etat du commerce et le précédent secrétaire aux affaires étrangères et du Commonwealth ont fait des visites très fructueuses dans ce pays en septembre et en novembre 1976. Le Secrétaire à la défense vient de rentrer d'une visite, du 10 au 13 avril. A l'invitation du parti travailliste, le secrétaire de la Ligue communiste s'est rendu au Royaume-Uni pour un séjour du 3 au 6 avril. Lord Donaldson, ministre des arts, compte se rendre en Yougoslavie en mai et certaines visites de hauts fonctionnaires de la défense sont prévues. Le gouvernement britannique regarde avec faveur le maintien et le développement des liens avec la Yougoslavie chaque fois qu'il est possible, et il considère qu'il a été utile de se

.../...

U. E. O. SECRET

# SECRET

# SECRET

- 17 -

U. E. O. SECRET

CR (77) 7

tenir en étroit contact avec les Yougoslaves sur des sujets tels que les problèmes économiques mondiaux et le désarmement, où il est évident qu'ils peuvent exercer une influence modératrice sur les pays non alignés.

Quant à la République démocratique allemande, les relations bilatérales entre le Royaume-Uni et la R.D.A. se sont développées parallèlement aux relations avec les autres pays de l'Est. Bien que froides, ces relations sont correctes et franches. Un certain nombre de visites ministérielles ont eu lieu : M. Fischer, ministre des affaires étrangères de la R.D.A., a fait une visite de travail d'une journée à Londres, le 6 septembre 1976, ce qui a placé les relations avec la R.D.A. sur le même pied que celles que le Royaume-Uni entretient avec les autres Etats de l'Europe de l'Est. M. Dell, Secrétaire au commerce, s'est rendu à Berlin-Est et en R.D.A. les 3 et 4 février. C'était la première visite d'un membre du Cabinet britannique dans ce pays. Lord Goronwy-Roberts a également fait un séjour actif et utile à Berlin-Est et en R.D.A. au mois d'avril. La convention consulaire entre les deux pays, signée le 4 mai 1976, a été ratifiée durant la visite de M. Fischer et un accord portant sur la médecine et la santé publique a été signé durant la visite de Lord Goronwy-Roberts. Le Royaume-Uni a donc maintenant une bonne armature d'accords pratiques avec la R.D.A.

Avec l'Albanie, la situation n'a pas sensiblement changé. Les ministres ont dit à la Chambre des Communes que le gouvernement britannique serait heureux quant à lui que les obstacles qui ont pendant longtemps entravé la reprise des relations diplomatiques puissent être aplanis, mais il ne semble pas y avoir eu du côté albanais de réaction positive.

Quant à la C.S.C.E., sujet qui, on le sait, retient beaucoup l'attention des Neuf, le gouvernement britannique, dans ses relations bilatérales avec l'U.R.S.S. et les pays de l'Europe de l'Est, a souligné la nécessité de donner effet à toutes les dispositions de l'Acte final.

.../...

U. E. O. SECRET

# SECRET

# SECRET

- 18 -

U. E. O. SECRET

CR (77) 7

Les Russes et leurs alliés ont pris certaines mesures en ce domaine, mais leur action a été très limitée, particulièrement en ce qui concerne la liberté des mouvements de personnes et le libre échange d'informations. Il importe que les pays occidentaux maintiennent, sans faire d'éclat, une pression constante sur les pays de l'Est, notamment en ce qui concerne l'observation des dispositions humanitaires qui font l'objet de la troisième "corbeille" de l'Acte final.

M. RADI déclare qu'en dépit de certains reculs et des incertitudes qui ont marqué le dialogue avec l'Est, notamment durant ces derniers mois, le gouvernement italien a poursuivi ses efforts sur la voie de la détente. Indépendamment du ralentissement intervenu au second semestre de 1976, que Moscou a attribué aux élections aux Etats-Unis et en République Fédérale d'Allemagne, la politique d'expectative de l'Union soviétique à l'égard de la nouvelle administration américaine, sa réaction à l'attitude du président Carter sur la question des droits de l'homme, et, plus récemment, son rejet des propositions des Etats-Unis sur la limitation des armes stratégiques, ont manifestement affecté la progression de la détente.

Dans ce contexte, la contribution de l'Italie à la normalisation des relations Est-Ouest peut se résumer comme suit. En janvier, le ministre des affaires étrangères, M. Arnaldo Forlani, est allé en visite officielle à Moscou. Au cours des entretiens qu'il a eus avec MM. Gromyko et Brejnev, la question des relations bilatérales a été examinée, et notamment la coopération économique et industrielle entre les deux pays; dans le domaine de la politique internationale, les deux parties ont exposé leurs points de vue sur les principaux aspects des rapports Est-Ouest. M. Radi a souligné que la visite s'était déroulée dans une atmosphère détendue et cordiale, et que les Russes s'étaient abstenus d'attaquer l'Occident, même sur les sujets particulièrement délicats de politique internationale. Les consultations politiques se sont poursuivies à divers niveaux entre les deux ministères des affaires étrangères, des experts procédant à l'examen des principaux problèmes internationaux d'actualité, conformément à la procédure définie par le protocole sur les consultations signé à Moscou en octobre 1972. Enfin, des ministres chargés

.../...

U. E. O. SECRET

# SECRET

**SECRET**

- 22 -

U. E. O. SECRET

CR (77) 7

Au cours de nombreux entretiens, les interlocuteurs d'Europe orientale ont insisté pour que la Belgique s'intéresse aux propositions de M. Brejnev de tenir des conférences pan-européennes sur le transport, l'énergie et l'environnement. Ces propositions ont été présentées comme une forme d'exécution de l'Acte final. Elles seraient, selon eux, trop importantes pour être traitées par les organes subsidiaires et mériteraient donc d'être discutées à Belgrade.

Le deuxième sujet important des discussions fut le désarmement. L'Europe de l'Est veut, a-t-il été dit, compléter la détente politique après Helsinki par une détente militaire, et les propositions bien connues des Soviétiques en la matière ont été plusieurs fois mises en avant. En ce qui concerne les M.B.F.R., le Ministre des affaires étrangères de Belgique a dû constater que, hélas, peu de progrès avait été réalisé. Les difficultés techniques, mais surtout politiques, continuent à s'opposer à une conclusion de cette laborieuse négociation. Par ailleurs, l'impression a été retirée qu'il ne faut guère s'attendre à des concessions de la part de plusieurs pays de l'Est, et certainement pas de la part de la République démocratique allemande. Enfin, tous les représentants des pays de l'Europe de l'Est ont exprimé leur déception au sujet de la réponse de la C.E.E. aux propositions du COMECON, et ils ont insisté pour qu'une solution positive puisse intervenir le plus rapidement possible.

Le **PRESIDENT**, au nom de la délégation française, voudrait exprimer une réflexion assez générale sur ce que l'on pourrait appeler l'avenir de la détente.

L'avenir de la détente, en Europe en particulier, est un sujet dont toutes les interventions précédentes ont fait ressortir qu'il est considéré comme de première importance, non seulement pour l'état des relations internationales sur le continent européen, mais aussi dans le monde entier.

.../...

U. E. O. SECRET

**SECRET**



# SECRET

- 23 -

U. E. O. SECRET

CR (77) 7

Il faut reconnaître qu'à l'heure actuelle, une incertitude relative entoure plusieurs des problèmes se rapportant à ce sujet; elle s'est clairement dégagée de l'exposé introductif fait au Conseil. L'on peut souhaiter que, d'ici au mois de septembre prochain, certains de ces problèmes deviennent plus clairs. M. Taittinger pense en particulier à la réunion de Belgrade, puisqu'à son approche l'on devrait voir se préciser les intentions avec lesquelles cette réunion sera abordée par les différents partenaires. Il pense aussi à l'autre facteur important que constituent les relations soviéto-américaines, dont l'on va voir se préciser l'évolution, à la suite de la mise en place, petit à petit, de la nouvelle administration américaine et de la première prise de contact intervenue à Moscou, le mois dernier. Il pense, enfin, à toutes les rencontres politiques importantes qui devraient avoir lieu entre l'Est et l'Ouest dans les mois à venir.

M. Taittinger voudrait simplement signaler et souligner que, pour la France, la détente demeure un des éléments capitaux de la situation qu'il est souhaité voir s'instaurer dans les relations internationales, et qu'elle continue à être considérée comme l'une des composantes essentielles de la politique extérieure française.

Du point de vue de la France, la politique de détente constitue un effort continu, persévérant, pour améliorer les relations entre les pays de l'Ouest et les pays de l'Est de l'Europe, c'est dire qu'elle exclut à la fois toute idée de conquête, toute idée de confrontation idéologique entre deux blocs d'Etats, et aussi, ce qui est important, la politique des sphères d'intérêts ou des zones d'influence. La détente véritable devrait supposer, au contraire, l'instauration entre tous les Etats d'un dialogue qui serait mené sur la base de l'indépendance et de l'égalité souveraine, elle supposerait l'élimination de toutes pressions et contraintes exercées sur un pays pour limiter le droit de son peuple de déterminer son statut, et elle devrait impliquer l'absence de toute ingérence dans les affaires intérieures des Etats, d'où qu'elle vienne et sous quelque prétexte que ce soit.

.../...

U. E. O. SECRET

# SECRET

# SECRET

- 24 -

U. E. O. SECRET

CR (77) 7

En outre, la détente ne saurait se limiter à une amélioration du climat politique en Europe, qui fut longtemps un champ clos de rivalités; elle devrait s'étendre également à tous les autres continents, et, dans le contexte actuel, à l'Afrique en particulier.

La détente n'est pas seulement, bien sûr, l'affaire des gouvernements et des Etats, elle est aussi celle des hommes. Comme le gouvernement français l'a dit à différentes reprises, et comme il continuera à le dire, le respect des libertés et des droits qui découlent de la dignité de la personne humaine est aussi important que le respect des principes qui doivent régir les rapports entre les Etats. Aussi, sans pour autant mettre en cause publiquement des gouvernements à propos de tel ou tel cas particulier, il estime opportun et nécessaire de rappeler que l'application de l'Acte final d'Helsinki dans toutes ses dispositions, et en particulier dans ses dispositions humanitaires, est un des éléments fondamentaux de la détente. Le gouvernement français considère à cet égard qu'il est déplorable de poursuivre ou d'inquiéter des personnes, ou des groupes de personnes, parce qu'ils soutiennent l'Acte final en en demandant l'application dans leur propre pays.

L'Acte final d'Helsinki constitue un instrument de mesure qui permet d'évaluer les progrès de la détente. C'est dans un esprit ouvert et constructif, mais aussi exigeant, tout en étant exempt de polémique, que le gouvernement français compte participer à la Conférence de Belgrade, afin qu'y soit établi le bilan des deux ans écoulés depuis la Conférence d'Helsinki. Cet examen devra porter sur la mise en oeuvre de l'ensemble de l'Acte final et non se limiter à telle ou telle des "corbeilles" ou à tel ou tel point de chacune d'elles. Il convient, dans l'esprit du gouvernement français, d'expliquer clairement aux opinions publiques occidentales que, s'il est considéré comme important de procéder, à Belgrade, à une évaluation de l'application de toutes les dispositions de l'Acte final sans polémique et sans complaisance, c'est que l'on y voit un moyen de favoriser le

.../...

U. E. O. SECRET

# SECRET

# SECRET

- 25 -

U. E. O. SECRET

OR (77) 7

progrès concret des relations Est/Ouest, et surtout l'enracinement de la détente. C'est de cela qu'il s'agit et non de soumettre à des attaques de propagande la situation intérieure de tel ou tel pays. Ce sont les progrès réalisés sur l'application de tous les principes, d'égale importance, et la mise en oeuvre de toutes les dispositions de l'Acte final, qui permettront de faire progresser la détente et d'améliorer les relations, dans le sens de ce qu'elles devraient être, entre les Etats et aussi entre les hommes.

En l'absence d'autres observations de la part des délégations, le PRESIDENT constate que l'exposé introductif très complet et les autres interventions sur la question des rapports Est-Ouest ont permis de passer en revue les actions diverses menées par chacun des gouvernements membres et de relever les aspects particuliers que pouvaient revêtir leurs relations avec les pays de l'Est.

Il s'agit d'un sujet important pour lequel l'U. E. O., depuis déjà longtemps, a manifesté l'intérêt qu'il mérite. C'est un sujet sur lequel il faudra bien entendu, d'ici à la réunion de Belgrade, et encore après, échanger observations et réflexions. L'on est en effet bien conscient que les relations Est/Ouest et le problème de la détente constituent autant d'interrogations quant à l'avenir même de l'Europe.